
IMPACT ÉCONOMIQUE DES TOURNAGES ÉTRANGERS AU QUÉBEC

**ANALYSE DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES D'UNE DÉPENSE
DE 10 MILLIONS DE DOLLARS EFFECTUÉE AU QUÉBEC
DANS LE CADRE DE TOURNAGES ÉTRANGERS**

NOVEMBRE 2004

**FORUM METROPOLITAIN DE
L'INDUSTRIE CINEMATOGRAPHIQUE**

Table des matières

Sommaire	p.4
1. L'approche	p.8
2. Le modèle intersectoriel du Québec	p.11
3. Les principaux résultats	p.12
Annexes	p.18
A. Sources d'information	p.19
B. Structure typique des coûts	p.20
C. Définitions	p.21

Liste des tableaux

Tableau A. Les revenus du Gouvernement du Québec provenant d'un tournage étranger	p.6
Tableau B. Les revenus du Gouvernement du Canada provenant d'un tournage étranger	p.7
Tableau C. Étapes de travail	p.10
Tableau D. Résultats détaillés	p.13
Tableau E. Les revenus des gouvernements	p.15
Tableau F. Impact de la variation du volume des dépenses - Québec	p.16
Tableau G. Impact de la variation du volume des dépenses - Canada	p.16
Tableau H. Impact de la variation du taux du crédit d'impôt provincial	p.17

Sommaire

Contexte

Étant donné la mobilité notoire des tournages cinématographiques étrangers et l'importance qu'ont acquis les industries de l'audiovisuel (notamment au Québec¹), les gouvernements des provinces et états en Amérique du Nord et ailleurs dans le monde jouent un rôle actif dans l'attraction de ces activités, que ce soit par le financement d'activités de promotion auprès de producteurs, ou encore par l'utilisation d'incitatifs financiers. En particulier, les incitatifs fiscaux jouent souvent un rôle clé dans les décisions de tournages internationaux. Le gouvernement du Québec a été une des premières administrations publiques à mettre en place un régime avantageux de crédit d'impôt pour la production cinématographique en 1990. Dans un contexte de choix budgétaires difficiles, la question se pose cependant quant aux bénéfices réels qu'apporte ce régime pour l'économie québécoise.

Approche

L'approche consiste en la réalisation d'une simulation sur l'impact économique et fiscal d'une dépense hypothétique de 10 millions de \$² réalisée au Québec dans le cadre d'un tournage étranger. L'objectif de cette étude est d'estimer, après l'application des crédits d'impôt, les revenus nets des gouvernements provincial et fédéral.

1. Source : « Une filière d'envergure - La production audiovisuelle et les industries connexes dans la région de Montréal et au Québec », E&B Data, 2004, 30 p.

2. Dollars canadiens.

Le travail s'est réalisé en quatre étapes.

- Établissement d'une structure typique de coûts, réalisée à partir des dépenses réelles de neuf tournages étrangers³ incluant tant des grandes productions que des productions de moindre valeur⁴. Cette structure de coûts, pondérée par la valeur, a ensuite été validée auprès de six producteurs délégués locaux.

- Simulation de l'impact sur l'économie québécoise, à l'aide du *Modèle intersectoriel du Québec*⁵, sur la base de la structure de coûts établie à l'étape précédente. Cette simulation a notamment permis de calculer les revenus bruts des gouvernements.

- Calcul des crédits d'impôt applicables sur les dépenses de main-d'œuvre. Ces calculs ont été réalisés sur la base du *Crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique ou télévisuelle* du Gouvernement du Québec, et du *Programme du crédit d'impôt pour services de production cinématographique ou magnétoscopique* du Gouvernement fédéral.⁶

- Calcul des revenus nets pour le Gouvernement du Québec et le Gouvernement du Canada, suivi d'analyses de sensibilité (ex.: modifications du taux de crédit d'impôt applicable).

3. Sources : SODEC et Entreprises de Divertissements Muse.

4. Pondération sur la base de la valeur et examen des écarts autour des valeurs moyennes.

5. Modèle de l'Institut de la statistique du Québec.

6. Recherches supplémentaires réalisées auprès de Revenu Québec et de l'Agence du revenu du Canada.

Résultats

Incluant les effets directs et indirects, chaque dépense de 10 millions de \$ réalisée au Québec dans le cadre d'un tournage étranger crée 155 personnes-année en emplois, génère des revenus d'emploi de 5,6 millions de \$ et contribue :

- aux revenus du Gouvernement du Québec de 1,17 millions de \$ (après versement de crédit d'impôt) – voir Tableau A;
- aux revenus du Gouvernement du Canada de 487 000 \$ (également après versement de crédit d'impôt) – voir Tableau B.

Le montant moindre pour le Canada s'explique par la combinaison d'un crédit d'impôt plus élevé et d'un taux d'imposition moindre sur le revenu des particuliers, par rapport à la contrepartie québécoise.

La simulation réalisée prend en compte deux catégories de revenus pour les gouvernements. La première, incluant l'impôt sur le revenu des particuliers, les taxes de vente et les taxes spécifiques, alimente les revenus généraux du gouvernement (ex.: fonds consolidé du revenu au Québec). La deuxième, portant sur les déductions telles les contributions à la CSST et à l'assurance-emploi, alimente des fonds spécialisés. Dans les deux cas, ces revenus augmentent la capacité financière des gouvernements et ultimement, les retours aux citoyens sous une forme ou une autre. Dans les deux cas également, ces revenus ne se seraient pas manifestés si les tournages étrangers en question n'avaient pas eu lieu au Québec. Enfin, ces estimations sont conservatrices puisqu'elles ne tiennent pas compte des revenus des gouvernements qui proviennent de l'impôt sur les sociétés. Leur conservatisme tient aussi au fait que les effets sur l'économie québécoise résultant des dépenses de consommation des travailleurs suite à leurs revenus d'emploi ne sont pas non plus pris en compte (effets induits).

Interprétation

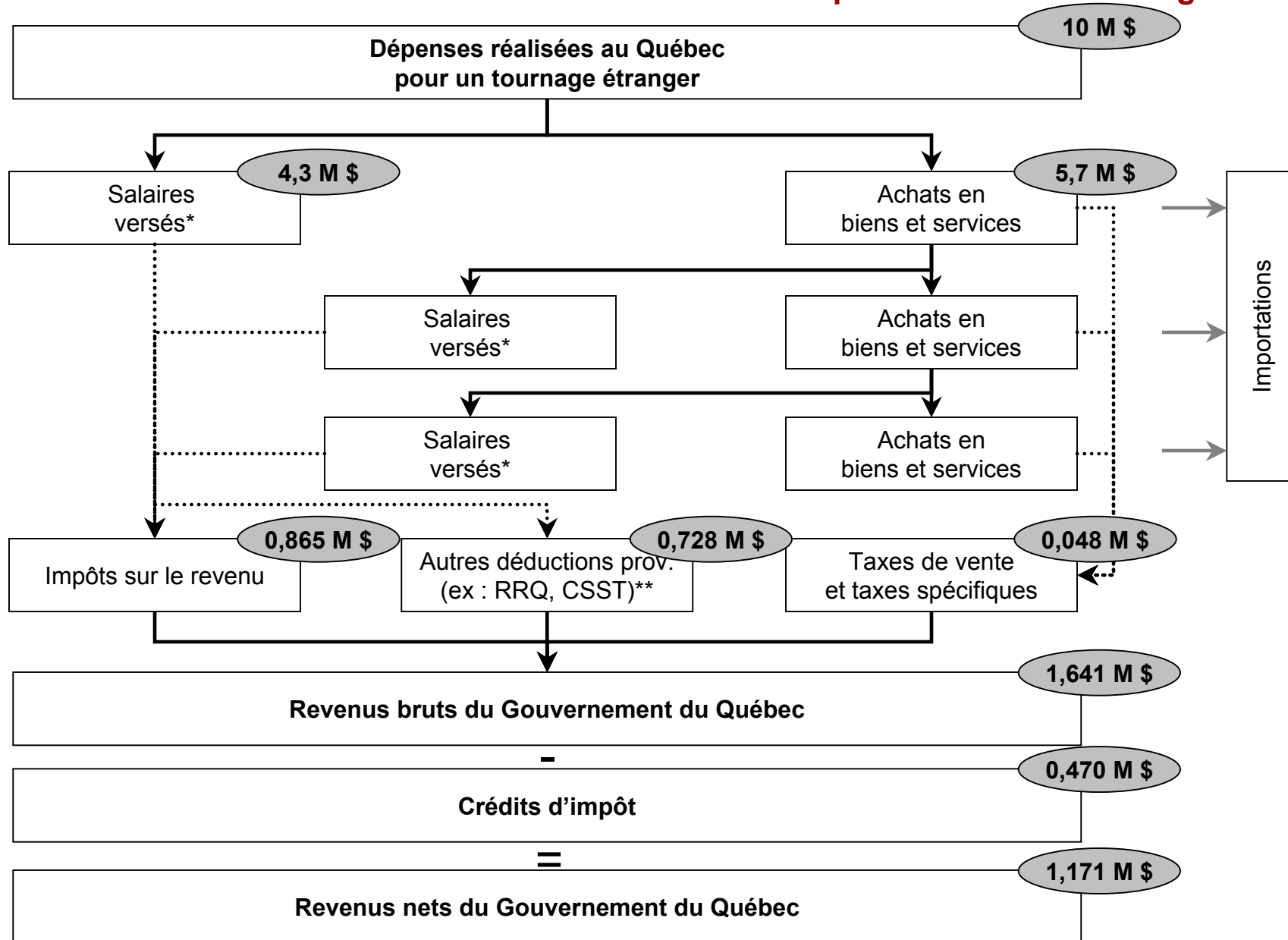
Pour chaque tranche de 10 millions de \$ dépensée au Québec dans le cadre d'un tournage étranger, le Gouvernement du Québec récolte 11,7% de cette somme, une fois les crédits d'impôt versés, et le Gouvernement du Canada, 4,9%.

Sur chaque dollar consenti par le Gouvernement du Québec en crédit d'impôt, ce dernier réalise un gain net de 2,49 \$, sans compter l'impact positif sur la création de richesse et d'emploi dans l'économie québécoise. Dans le même ordre d'idées, le Gouvernement du Canada réalise un gain net de 0,80 \$ pour chaque dollar dépensé en crédit d'impôt. Une analyse de sensibilité indique que même si le taux de crédit d'impôt provincial applicable doublait, le Gouvernement du Québec demeurerait un bénéficiaire net. En fait, le taux de crédit d'impôt applicable sur les dépenses de main-d'oeuvre pourrait passer de 11% jusqu'à 38% sans que le Gouvernement du Québec ne perde des revenus.

Le modèle intersectoriel

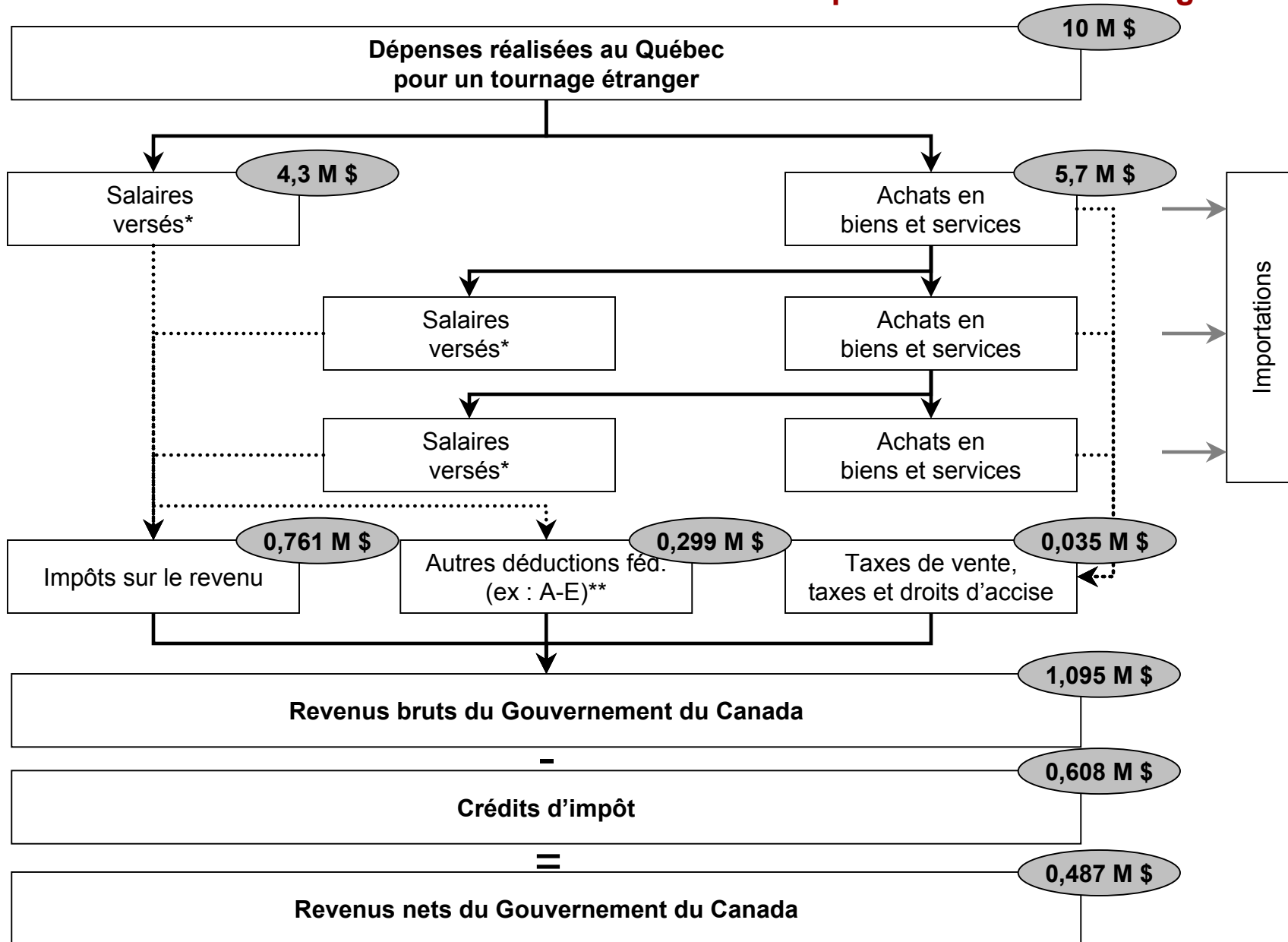
Le modèle intersectoriel est un modèle économétrique fondé sur la mesure des interrelations entre tous les secteurs de production et de consommation de l'économie québécoise. Cet outil, développé depuis plus de trente ans et entretenu par l'Institut de la statistique du Québec, est fréquemment utilisé pour estimer les effets directs et indirects de projets d'investissement ou de dépenses d'exploitation d'industries spécifiques, sur l'économie québécoise et sur les revenus des gouvernements.

Tableau A. Les revenus du Gouvernement du Québec provenant d'un tournage étranger



* Comprend les salaires, traitements et revenus nets des entreprises individuelles.
 ** Comprend toutes les cotisations à la RRQ, au FSS et à la CSST.

Tableau B. Les revenus du Gouvernement du Canada provenant d'un tournage étranger



* Comprend les salaires, traitements et revenus nets des entreprises individuelles.
 ** Comprend toutes les cotisations à l'assurance-emploi.

1. L'approche

1.1 Structure typique de coûts

L'objectif de cette étude est d'évaluer l'impact économique mais aussi l'impact sur les finances publiques d'une dépense au Québec liée à un tournage étranger sur l'économie québécoise. Dès lors, seules les dépenses réalisées au Québec et leurs impacts sur l'économie québécoise sont considérées dans cette étude.

Une structure typique de coûts d'un tournage étranger a été estimée à partir des dépenses réelles de neuf tournages étrangers, il s'agit de dépenses effectivement réalisées au Québec. Les dépenses québécoises associées à ces tournages se situaient entre 4 millions de \$ et 20 millions de \$ par tournage. Les données provenaient de la SODEC ainsi que de Entreprises de Divertissements Muse. La structure typique de coûts a été établie sur la base d'une moyenne pondérée par la valeur de chaque production. Cette structure de coûts a ensuite été validée auprès de six producteurs délégués (partenaires) non reliés aux neuf tournages à la base de la structure initiale et ce, afin de s'assurer de la représentativité de cette structure de coûts.

Une attention particulière a été mise sur le calcul des dépenses de main-d'œuvre, étant donné leur importance centrale dans le calcul des crédits d'impôt, tant provinciaux que fédéraux.

La répartition typique des coûts ainsi calculée a été ensuite utilisée, à l'étape suivante, pour des fins de simulation.

1.2 Simulation de l'impact sur l'économie québécoise

L'impact d'une dépense au Québec réalisée dans le cadre d'un tournage étranger a ensuite été calculé à l'aide du *Modèle intersectoriel du Québec*, sur la base des dépenses identifiées dans l'étape précédente. Cette simulation a notamment permis de calculer les revenus bruts des gouvernements.

Le modèle s'appliquant à des dépenses spécifiques (c'est-à-dire en dollars), la structure typique des coûts a enfin été appliquée à un tournage d'une valeur hypothétique de 10 millions de \$, en termes de dépenses réalisées au Québec.

Le modèle intersectoriel du Québec permet d'estimer les effets directs et indirects de dépenses réalisées au Québec. Plusieurs estimés peuvent être extraits et utilisés à partir des résultats de la simulation. À titre d'exemples : l'emploi créé (sous forme de personne-année), la contribution au PIB, les importations, l'impôt sur les revenus des travailleurs, les taxes indirectes et les revenus de parafiscalité (ex.: CSST, assurance-emploi) collectés par le gouvernement.

Des explications additionnelles concernant le principe et les hypothèses de base du modèle intersectoriel du Québec se retrouvent à la Section 2 de ce document.

1. L'approche (suite)

1.3 Calcul des crédits d'impôt

Le calcul des crédits d'impôt a été réalisé sur la base du *Crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique ou télévisuelle* du Gouvernement du Québec, et du *Programme du crédit d'impôt pour services de production cinématographique ou magnétoscopique* du Gouvernement fédéral.

Les deux crédits sont appliqués de façon successive. De façon plus précise : le Gouvernement du Québec rembourse 11% des dépenses de main-d'œuvre admissibles alors que le Gouvernement du Canada offre un crédit de 16% sur les dépenses de main-d'œuvre, une fois déduit le crédit québécois.

1.4 Calcul des revenus nets des gouvernements et analyses de sensibilité

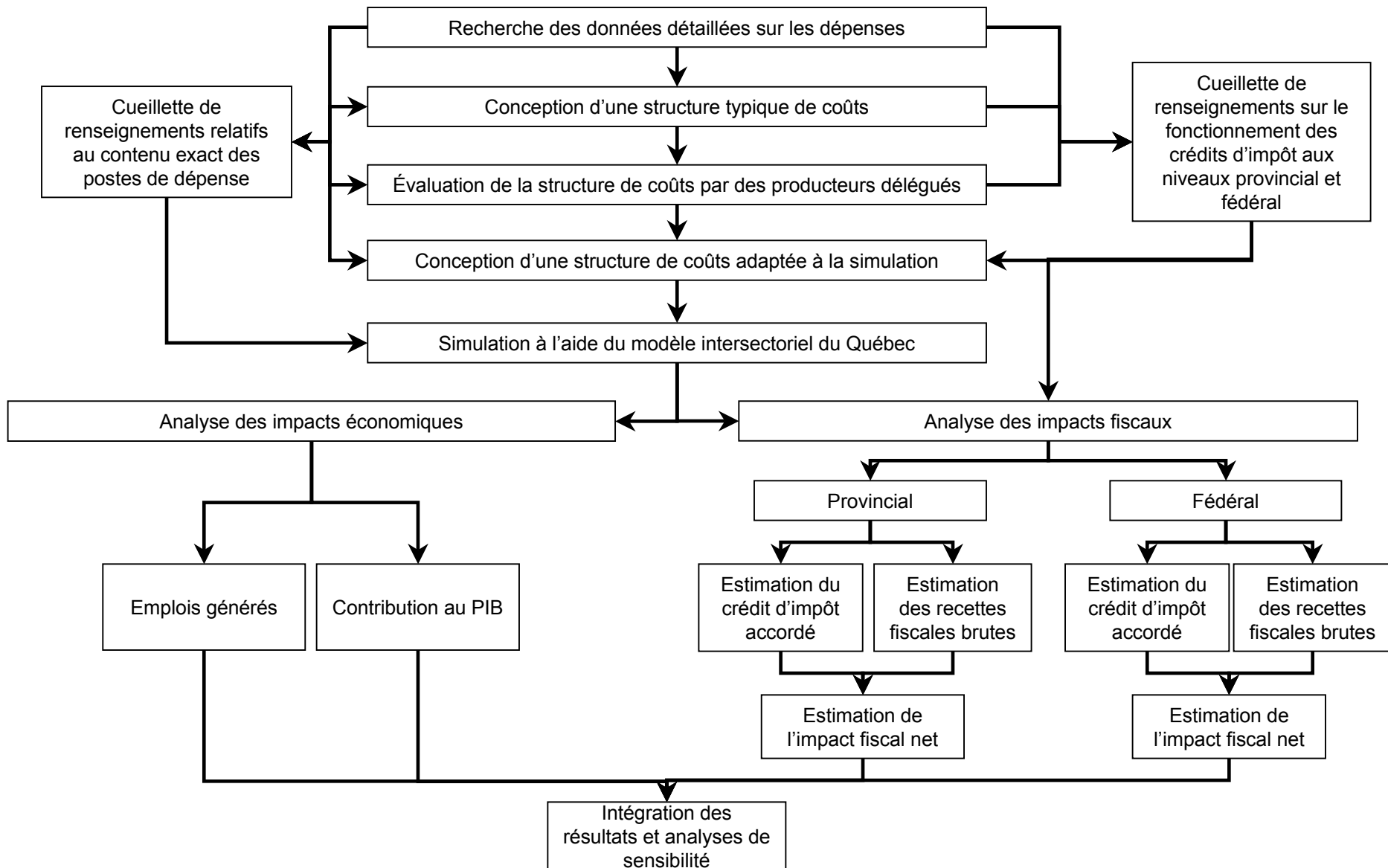
Les revenus nets des gouvernements ont été calculés par déduction des crédits d'impôt aux revenus bruts des gouvernements, calculés respectivement aux étapes 1.3 et 1.2.

Un estimé de l'impact sur les revenus nets du Gouvernement du Québec, qui proviendrait d'un changement du taux accordé sur les dépenses de main-d'œuvre admissibles, a ensuite été calculé.

Les étapes de travail sont présentées dans le Tableau C de la page suivante.

1. L'approche (suite)

Tableau C. Étapes de travail



2. Le modèle intersectoriel du Québec

La simulation économique réalisée dans le cadre de ce projet a été réalisée à l'aide du modèle intersectoriel du Québec (aussi appelé modèle input-output). Basé sur une représentation quantitative des interrelations entre les différents secteurs d'activité économique au Québec, le modèle intersectoriel permet de simuler et de traduire, en termes économiques, les effets de changements relatifs à l'économie du Québec, que ces changements soient réels, anticipés ou hypothétiques. Ces changements font référence à des dépenses, soit d'investissement (ex.: projets *ad hoc*), soit de fonctionnement ou de consommation courante. Dans la présente étude, ce sont des dépenses d'exploitation (fonctionnement) qui ont été simulées.

Les projets simulés à l'aide du modèle impliquent des déboursés ayant un impact sur l'économie en termes de revenus des gouvernements, d'emploi (mesurés en personne-année), de production, de contribution au PIB et d'importations. Le modèle permet de mesurer ces effets et de les classer selon que ceux-ci apparaissent dans les secteurs immédiatement touchés par les dépenses initiales (effets directs) ou selon qu'ils ont lieu dans les industries qui fournissent celles où ont lieu les premiers effets (effets indirects). Les effets totaux, quant à eux, représentent la somme des effets directs et indirects. Le modèle intersectoriel retrace donc la chaîne de relations économiques allant de la dépense initiale aux premiers fournisseurs puis aux fournisseurs de ceux-ci (« fournisseurs des fournisseurs »). Pour chaque étape de production, une partie de la dépense est constituée de salaires et de « gages » (revenus de travailleurs autonomes) dont les gouvernements récoltent une partie. Une autre partie de la dépense initiale (effet direct) devient en fait un revenu pour les premiers fournisseurs. Ce revenu est ensuite partiellement dépensé par ces premiers fournisseurs. Étant donné que la dépense des uns constitue le revenu des autres, une partie de la dépense des premiers fournisseurs se retrouve à être le revenu des autres fournisseurs. Ce jeu de dépenses qui se transforment en revenus pour d'autres entraîne donc plusieurs étapes successives de production dans l'économie que le modèle retrace et quantifie.

Une partie de la dépense en biens et services se fait sur des biens ou services importés (non produits au Québec). Ces importations constituent une *fuite* pour le modèle dans la mesure où elles impliquent une sortie d'argent hors de l'économie québécoise. La partie non importée par contre continue de contribuer à la chaîne de réaction économique en plus de générer des taxes collectées par les gouvernements. Les principales hypothèses du modèle sont les suivantes :

- **Estimation.** Le modèle fournit des estimations plutôt que des valeurs exactes ou absolues. Le modèle repose cependant sur une représentation exceptionnellement détaillée (plusieurs millions de coefficients) de l'économie québécoise qui permet donc de réaliser une estimation acceptable des effets d'une dépense donnée sur l'économie québécoise.
- **Conservatisme.** Le modèle ne prend pas en compte les effets induits, c'est-à-dire ceux résultant par exemple des revenus des travailleurs réinjectés dans l'économie, sous la forme de dépenses de consommation. Le modèle ne mesure pas non plus les revenus des gouvernements provenant de l'impôt sur les sociétés. Enfin, le modèle ne tient pas compte des investissements en capacité de production qui seraient requis suite à une augmentation soutenue de la demande.
- **Période considérée.** Le modèle ne fait pas référence à la période sur laquelle la dépense s'effectue. Les résultats peuvent donc être interprétés comme si l'impact se réalisait durant une année. L'usage de la mesure « année-personne » pour le niveau d'emploi découle de cette hypothèse.
- **Sensibilité.** Les coefficients établissant les degrés d'interrelations entre les différents secteurs de l'économie québécoise sont constants dans le modèle. La multiplication des dépenses par un facteur X augmentera donc les impacts par un même facteur X (modèle linéaire). Dans le même ordre d'idées, le modèle ne tient pas compte de la possibilité d'économies d'échelle.

3. Les principaux résultats

3.1 Impact d'une dépense de \$10 millions de \$ sous le régime fiscal actuel

Cette section présente l'impact économique résultant d'une dépense de 10 millions \$ au Québec dans le cadre d'un tournage de film étranger. Les résultats suivants sont les effets totaux de la simulation (voir les résultats détaillés au Tableau D).

Cette section présente donc les impacts sur l'économie québécoise (notamment la main-d'œuvre et la contribution au PIB) et sur les finances publiques (revenus des gouvernements).

3.1.1 Main d'œuvre

- Emploi : **155 salariés et autres travailleurs** (notamment les travailleurs autonomes), mesurés en personnes-année, incluant 108 emplois directs et 47 emplois indirects.
- Salaires avant impôt : Les travailleurs reçoivent **4,269 millions de \$** en salaires et gages avant impôt en ne considérant que les effets directs. La valeur des salaires et gages avant impôt versée aux travailleurs s'élève à **5,603 millions de \$** en considérant à la fois les effets directs et indirects.

3.1.2 Contribution au PIB et importations

- Contribution au PIB : **7, 482 millions de \$**. Une somme de **2,446 millions de \$** est estimée avoir quitté le Québec, sous forme d'importations diverses.

3.1.3 Revenus du Gouvernement du Québec

- Impôts sur les salaires et gages : **865 000 \$**
- Taxes indirectes – incluant la taxe de vente québécoise (TVQ) de 29 000 \$ plus les autres taxes spécifiques québécoises d'un montant de 19 000 \$ pour un total de **48 000 \$**
- Parafiscalité québécoise: **728 000 \$**
- Revenu total brut pour le Gouvernement du Québec : **1,641 millions de \$**
- Crédit remboursable pour services de production cinématographique ou télévisuelle : **470 000 \$**
- Revenu total net pour le Gouvernement du Québec : **1,171 millions de \$**

Pour chaque dollar dépensé en crédit d'impôt, le Gouvernement du Québec récolte de façon nette **2,49 \$**.

3.1.4 Revenus du Gouvernement du Canada

- Impôts sur les salaires et gages : **761 000 \$**
- Taxes indirectes : incluant la taxe de vente fédérale (TPS) de 23 000 \$ plus les autres taxes et droits d'accise d'un montant de 12 000 \$ pour un total de **35 000 \$**
- Parafiscalité canadienne : **299 000 \$**
- Revenu total brut pour le Gouvernement du Canada : **1,095 millions \$**
- Programme du crédit d'impôt pour services de production cinématographique ou magnétoscopique : **608 000 \$**
- Revenu total net pour le Gouvernement du Canada : **487 000 \$**

Pour chaque dollar dépensé en crédit d'impôt, le Gouvernement du Canada récolte donc de façon nette **0,80 \$**.

3. Les principaux résultats (suite)

Tableau D. Résultats détaillés

Ventilation des principales variables selon leurs effets directs et indirects sur l'économie
(en milliers de \$)

Types d'impacts économiques et fiscaux	Effets directs	Effets indirects		Effets totaux
		Premiers fournisseurs	Autres fournisseurs	
Emplois (personne-année)	108,2	29,2	18,1	155,4
Salaires et revenus des travailleurs autonomes	4 269	750	584	5 603
Contribution au PIB*	4 695	1 757	1 031	7 482
Importations	-	1 626	819	2 446
Revenus du Gouvernement du Québec				
Impôts	767	47	51	865
Taxes de vente	-	13	16	29
Taxes spécifiques	-	0	19	19
Autres déductions (parafiscalité)	563	90	75	728
Revenus du Gouvernement du Canada				
Impôts	683	39	39	761
Taxes de vente	-	5	18	23
Taxes et droits d'accise	-	0	12	12
Autres déductions (parafiscalité)	243	32	24	299

*Évalué aux prix de base

3. Les principaux résultats (suite)

3.1.5 Revenu net pour le Gouvernement du Québec : explication détaillée

Une dépense hypothétique de 10 millions de \$ au Québec liée aux tournages étrangers se fait dans deux grandes catégories : la main-d'œuvre et les biens et services.

Les dépenses en biens et services représentent 57,3 % de la dépense initiale, soit 5,7 millions de \$. Ces biens et services achetés et dont la production est réalisée localement ont un impact économique au Québec. Il s'agit d'une « dépense chez le premier fournisseur ». En effet, l'entreprise qui produit le bien acheté doit utiliser sa main-d'œuvre mais aussi acheter d'autres biens et services pour être en mesure de produire son propre bien ou service.

Par la suite, ce fournisseur doit lui-même rémunérer sa main-d'œuvre, puis acheter des matières premières pour mener à bien son processus de production. Ainsi elle aussi dépense en biens et services. Il s'agit cette fois-ci d'une « dépense chez les autres fournisseurs ». Dans certains cas, les produits requis doivent être importés; il s'agit donc de fuite pour l'économie du Québec dans le sens où la production est faite ailleurs qu'au Québec et donc, que l'impact économique se répercute ailleurs qu'au Québec. Certaines taxes indirectes sont prélevées sur la vente des dits biens et services, ce qui ajoute aux revenus du gouvernement.

Dans l'ensemble, les revenus des travailleurs et des entreprises individuelles représentent 42,7% de la dépense initiale, soit 4,27 millions de \$ auxquels se rajoutent les revenus des travailleurs indirects, qui s'établissent à 1,33 millions de \$. Ces dépenses en main-d'œuvre occasionnent des recettes pour le gouvernement. En effet, les travailleurs paient de l'impôt aux gouvernements et des déductions sont soustraites de leur revenu brut. De ce total de 5,6 millions de \$ versés en salaires et revenus des travailleurs autonomes, le Gouvernement du Québec recueille 865 millions de \$ en imposition des particuliers. En rajoutant les revenus de taxes et de parafiscalité (incluant les charges patronales), le Gouvernement du Québec recueille un total de 1,64 millions de \$. Une fois soustrait le crédit d'impôt, le gain net pour le Gouvernement du Québec s'établit donc à 1,17 millions de \$.

3. Les principaux résultats (suite)

Tableau E. Les revenus des gouvernements

E1. Ventilation des revenus et dépenses des gouvernements avant et après l'application du crédit d'impôt (en milliers de \$)

Palier de gouvernement	Revenus - Impôts	Revenus - Parafiscalité	Revenus - Taxes indirectes	Total des revenus bruts du gouvernement	Montant du crédit d'impôt	Total des revenus nets du gouvernement
Québec	865	728	48	1 641	470	1 171
Canada	761	299	35	1 095	608	487

E2. Calcul du crédit d'impôt par palier de gouvernement (en milliers de \$)

Palier de gouvernement	Dépenses en main-d'œuvre	Dépenses de main-d'œuvre admissibles	Taux applicable pour le crédit d'impôt	Montant du crédit d'impôt
Québec	4 269	4 269	11%	470
Canada	4 269	3 799	16%	608

E3. Gains nets et bruts des gouvernements par dollar investi en crédit d'impôt (en \$)

Palier de gouvernement	Revenus nets du gouvernement par dollar investi en crédit d'impôt	Revenus bruts du gouvernement par dollar investi en crédit d'impôt
Québec	2,49 \$	3,49 \$
Canada	0,80 \$	1,80 \$

3. Les principaux résultats (suite)

3.2 Analyses de sensibilité

3.2.1 Variation du volume de dépenses

Les Tableaux F et G (ci-contre) illustrent la proportionnalité de l'impact. Ainsi, un volume doublé de dépenses entraînera la multiplication par deux des effets économiques et fiscaux. Ceci est dû à la linéarité du modèle intersectoriel du Québec, discutée à la Section 2 du présent rapport.

3.2.2 Variation du taux du crédit d'impôt

La Tableau H (page suivante) illustre la modification des impacts dans le cas d'une augmentation du taux de crédit d'impôt provincial, toutes choses étant égales par ailleurs. A la limite, le taux applicable pourrait monter jusqu'à 38 % sans que le Gouvernement du Québec ne perde des revenus.

F. Impact d'une variation de la dépense au Québec provenant d'un tournage étranger sur les revenus nets du Gouvernement du Québec (en milliers de \$)

Dépense totale au Québec	Revenus bruts du Gouvernement du Québec	Montant du crédit d'impôt accordé par le Gouvernement du Québec	Revenus nets du Gouvernement du Québec
2 500	410	117	293
5 000	820	235	586
7 500	1 231	352	878
10 000	1 641	470	1 171
12 500	2 051	587	1 464
15 000	2 461	704	1 757
17 500	2 871	822	2 050
20 000	3 282	939	2 342

G. Impact d'une variation de la dépense au Québec provenant d'un tournage étranger sur les revenus nets du Gouvernement du Canada (en milliers de \$)

Dépense totale au Québec	Revenus bruts du Gouvernement du Canada	Montant du crédit d'impôt accordé par le Gouvernement du Canada	Revenus nets du Gouvernement du Canada
2 500	274	152	122
5 000	547	304	243
7 500	821	456	365
10 000	1 095	608	487
12 500	1 369	760	609
15 000	1 642	912	730
17 500	1 916	1 064	852
20 000	2 190	1 216	974

3. Les principaux résultats (suite)

Tableau H. Impact de la variation du taux du crédit d'impôt provincial

Impact sur les revenus nets du Gouvernement du Québec d'un changement du taux accordé sur les dépenses de main-d'œuvre admissibles au crédit d'impôt du Gouvernement québécois tout en maintenant les autres variables constantes (en milliers de \$)

Taux applicable sur la main-d'œuvre admissible dans le calcul du crédit d'impôt - Québec	Montant du crédit d'impôt - Québec	Revenus nets du Gouvernement du Québec
11%	470	1 171
12%	512	1 129
13%	555	1 086
14%	598	1 043
15%	640	1 000
16%	683	958
17%	726	915
18%	768	872
19%	811	830
20%	854	787
21%	896	744
22%	939	702
23%	982	659
24%	1 025	616
25%	1 067	574
26%	1 110	531
27%	1 153	488
28%	1 195	445
29%	1 238	403
30%	1 281	360
31%	1 323	317
32%	1 366	275
33%	1 409	232
34%	1 451	189
35%	1 494	147
36%	1 537	104
37%	1 580	61
38%	1 622	19
39%	1 665	-24

ANNEXES

ANNEXE A - Sources d'information

Jacques Morneau

Chef d'équipe
Unité des services pour l'industrie cinématographique
Agence du revenu du Canada

Charles David c.a.

Associé
Darras David comptables agréés s.e.n.c.

Josée La Salle c.a.

Darras David comptables agréés s.e.n.c.

Manon Bougie

Directrice de Production/Productrice Déléguée

Michael Prupas

Président
Entreprises de Divertissements Muse

R.J. Gilbert

Président
Entreprises Ronald Gilbert Inc.

Richard Lalonde

Producteur
FORUM FILMS

Josette Perrotta

Présidente
Les Films Breakaway Inc.

Gilbert Martin

Chargé de projets
Direction des statistiques économiques et sociales
Institut de la statistique du Québec

Micheline Garant

Présidente
MGC Productions Inc.

Tina Kontos

Productrice déléguée

Stéphane Cardin

Directeur général
Direction générale de l'aide fiscale aux entreprises
culturelles
SODEC

Ginette Bélanger

Adjointe au directeur général
Direction générale de l'aide fiscale aux entreprises
culturelles
SODEC

Sylvie Desrochers

Déléguée à la certification
Direction générale de l'aide fiscale aux entreprises
culturelles
SODEC

Bertrand Guay

Réalisateur
Spoutnik Films

Anouk Saint-Germain

Agente de diffusion des données
Statistique Canada

Khoi Nguyen-Dinh

Direction régionale des services à la clientèle
des entreprises-Montréal
Revenu Québec

ANNEXE B - Structure typique des coûts

Ventilation d'une dépense de 10 millions de \$ réalisée
au Québec provenant d'un tournage étranger
(en milliers de \$)

Description	Dépense réalisée au Québec	Dépense en main-d'oeuvre réalisée au Québec
Cast	372	188
ATL Travel & Living	310	10
ATL Fringes	34	3
Director	33	20
Producers Unit	15	5
Story, Rights & Continuity	8	5
Partie A - Sous-total «above the line»	771	232
Location	1 047	206
Set Construction	827	463
Production Staff	722	668
Transportation	720	196
Lighting	714	282
Set Dressing	648	300
Set Operations	638	287
Production Fringes	505	113
Production Film & Lab	409	34
Wardrobe	405	262
Camera	373	109
Stage Rental Expense-Office Exp.	327	10
Set Design	302	256
Extra Talent	289	278
Property	161	91
Make-up & Hairdressing	155	109
Animals & Pic Vehicles	152	48
BTL Travel & Living expenses	119	17
Special Effects	112	45
Production Sound	112	54
Set Striking	56	43
Second Unit	49	49
Tests	19	11
Computer Graphics	5	2
Partie B - Sous-total production	8 866	3 933
Film Editing	104	30
Visual Effects	44	42
Post Production Film & Lab	31	4
Post Production Sound	8	< 500\$
Post Fringes	3	< 500\$
Main & End Titles & Stock Footage	1	-
Music	1	< 500\$
Preview Expenses	-	-
Partie C - Sous-total post-production	193	77
General Expense	95	9
Insurance & Medical Exams	34	< 500\$
Service Agreement	29	11
Legal	8	5
Publicity	4	1
Overhead	-	-
Other Fringe	-	-
Completion Bond	-	-
Contingency	-	-
Financing	< 500\$	-
Partie D - Sous-total divers	170	27
GRAND TOTAL	10 000	4 269

ANNEXE C - Définitions

Autres productions : Les autres productions sont constituées de toutes les productions qui ne font pas partie de la période courante, telles la diminution des stocks.

Autres revenus bruts avant impôt : Les revenus bruts avant impôt sont composés de la rémunération de l'entrepreneur (excluant celle de l'entrepreneur individuel), de l'amortissement, de l'épuisement et la dépréciation du matériel et des bâtiments, des divers intérêts, des charges patronales, des bénéfices marginaux et d'autres frais connexes, des taxes à la production et des subventions à la production.

Effets directs : Les effets directs représentent les effets générés directement par la dépense initiale dans l'économie québécoise.

Effets indirects : Les effets indirects représentent les effets observés chez les premiers fournisseurs et les fournisseurs des fournisseurs.

Effets totaux : C'est la somme des effets directs et indirects.

Importations : Les importations incluent tous les biens et services produits à l'extérieur du Québec et qui sont utilisés dans le processus de production simulé, que ce soit pour les premiers fournisseurs ou les fournisseurs des fournisseurs. Les importations sont estimées sur la base des prix à la production.

Main-d'œuvre : « Représente la charge de travail utilisée par les différents secteurs de l'économie du Québec. L'unité de mesure utilisée dans le modèle pour la main-d'œuvre est l'année-personne, définie par le nombre d'heures normalement travaillées par une personne pendant un an dans le secteur concerné. Cette unité de mesure constitue une normalisation du travail annuel d'une personne de telle sorte que les résultats peuvent être très différents de ceux obtenus en se référant au nombre de personnes employées. La différence entre ces deux unités de mesure réside dans la prise en compte du nombre de travailleurs qui font du temps supplémentaire ou qui ont un horaire à temps partiel ou qui effectuent un travail saisonnier.

Les données sur la main-d'œuvre s'interprètent donc en termes de charge de travail plutôt qu'en termes d'emplois. Ainsi, 100 travailleurs faisant chacun 10% de temps supplémentaire totalisent 110 années-personnes soit une augmentation de 10% de la main-d'œuvre, alors que le nombre de personnes employées est inchangé.

ANNEXE C – Définitions (suite)

Main-d'œuvre (suite) : De façon semblable, deux personnes travaillant à demi-temps sont considérées comme une année-personne. La main-d'œuvre comprend, d'une part, les employés salariés des différents secteurs de l'économie et, d'autre part, les entrepreneurs ayant des entreprises individuelles [...]. »

Parafiscalité : « La parafiscalité québécoise comprend les cotisations à la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST), au Fonds de services de santé (FSS) et à la Régie des rentes du Québec (RRQ). L'employeur est le seul à verser des cotisations à la CSST. Le taux de cotisation, fixé annuellement par la CSST, varie selon le secteur car il est déterminé en fonction du risque d'accident dans le milieu de travail. Le Fonds de services de santé se finance par le versement d'une prime par l'employeur correspondant à un pourcentage fixe de la masse salariale, et ce indépendamment du secteur considéré. La parafiscalité fédérale comprend essentiellement les contributions de l'employeur et de l'employé au régime de l'assurance-emploi. »

Produit intérieur brut aux prix de base : Aussi appelé la valeur ajoutée aux prix de base, le PIB aux prix de base mesure la valeur de l'ensemble des biens et services produits sur le territoire donné au cours d'une période donnée. L'estimation aux prix de base se distingue de l'estimation aux prix du marché dans la mesure où l'estimation aux prix de base évalue la somme des valeurs ajoutées avant l'ajout des taxes indirectes, des autres productions et la soustraction des subventions. Le terme synonyme de « Contribution au PIB » a été aussi utilisé dans ce rapport.

Salaires et gages avant impôt : Les salaires et traitements avant impôt « correspondent à la rémunération brute de la main-d'œuvre. Ces estimations sont établies avant toutes déductions telles que l'impôt, l'assurance-emploi, etc. »

Taxes indirectes : Les taxes indirectes comprennent la taxe de vente québécoise (TVQ), la taxe de vente fédérale (TPS), les taxes et droits d'accise fédéraux et les taxes spécifiques québécoises. Les taxes de ventes ne sont composées que des montants versés par les producteurs et qui n'ont pas été remboursés par le gouvernement. Les taxes particulières (taxes et droits d'accise et taxes spécifiques québécoises) sont des taxes qui s'appliquent notamment sur le carburant, les boissons alcoolisées et les produits du tabac.